



PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LE PLAN DE RELANCE

BILAN ANNUEL

en région BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

3 septembre 2021

Volet cohésion



INTRODUCTION

PRÉAMBULE DU PRÉFET _____ 03

QUELQUES CHIFFRES _____ 04

COHÉSION

PLAN 1 JEUNE, 1 SOLUTION _____ 06

PROJETS D'INTERNATS D'EXCELLENCE _____ 13

SOUTIEN AUX TRANSITIONS
PROFESSIONNELLES _____ 14

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE _____ 16

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ _____ 17

SÉGUR DE LA SANTÉ _____ 20

FONDS TOURISME DURABLE _____ 21

PLAN COMMERCE DE PROXIMITÉ _____ 23

RÉNOVATION DES VOIES NAVIGABLES _____ 27

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE _____ 29

INCLUSION NUMÉRIQUE _____ 33



Le plan France relance se déploie depuis un an sur le territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté. Rarement, en aussi peu de temps, des moyens d'intervention aussi massifs de l'État auront été engagés.

Les trois priorités du plan de relance, la transition écologique, la compétitivité et la cohésion, se déclinent sur le terrain dans tous les départements de la région, avec des mesures et des actions visibles dans les espaces urbains comme dans les secteurs ruraux couvrant un champ large de l'action publique.

Sans compter les enveloppes du Ségur de la santé qui s'élèvent à 755 millions d'euros sur la région, ce sont déjà près de 1,7 milliard d'euros de moyens de l'État qui sont engagés auprès des entreprises, des collectivités, des associations ou bien auprès des particuliers.

Notre région se distingue favorablement, et c'est le fruit de la mobilisation de tous les acteurs, par l'importance des aides à la modernisation industrielle, la forte progression de MaPrimrenov', la

dynamique des plans alimentaires territoriaux, le nombre de projets de rénovation énergétique des bâtiments de l'État ou bien encore l'importance des mesures visant la formation et l'insertion des jeunes.

La méthode de travail utilisée est celle de la concertation à tous les niveaux, avec le partenaire régional autour d'un accord de relance État-région inédit, avec les départements autour d'accords départementaux selon les territoires, et avec les intercommunalités à travers les contrats de relance et de transition écologique (CRTE), et plus généralement avec tous les professionnels économiques et sociaux.

Le présent document donne un aperçu de l'importance des moyens engagés, avec des exemples concrets, pour favoriser le rebond de notre économie, et préparer notre avenir.

Il se veut aussi, après 12 mois de mise en œuvre, le témoignage de la mobilisation sans précédent des services territoriaux de l'État.

Fabien SUDRY, Préfet de la région
Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte-d'Or



« Avec la pandémie de la Covid-19, la France, comme tous les pays du monde, a traversé et traverse encore une épreuve sanitaire jamais vue. Cette épreuve a eu des conséquences économiques immédiates et inédites (...). Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle phase : celle de la relance et de la reconstruction »

Emmanuel Macron, Président de la République, le 3 septembre 2020

France Relance repose sur trois piliers



1,7 MILLIARDS à ce jour
pour la Bourgogne-Franche-Comté
dans le cadre du plan de relance



1220 personnes
en parcours d'insertion depuis
le lancement du Fonds de développement
de l'insertion

15 Fabriques de territoires
labellisées dont 3 « Fabriques numériques
de territoires »

41 000 jeunes
bénéficient du plan 1 jeune 1 solution
depuis 2020

22 M€ engagés dans le cadre du Plan « Investir pour l'hôpital » en
2021 afin d'améliorer le fonctionnement quotidien des services de santé

4 281 jeunes
accompagnés en Garantie Jeune depuis 2020

27 projets
d'associations de lutte contre la pauvreté soute-
nus par France Relance pour 2,14M€

90 établissements
de restauration et d'hôtellerie bénéficieront d'un
diagnostic gratuit grâce au Fonds Tourisme
Durable

Le plan France relance redonne des perspectives aux jeunes de Bourgogne-Franche-Comté.





LE Parcours Emploi Compétences (secteur non marchand) et le Contrat Initiative Emploi (secteur marchand) aident les jeunes de moins de 26 ans (ou - 30 ans pour les travailleurs handicapés) à s'inscrire dans l'emploi, développer ses compétences.

EN 2020

820

Parcours emplois
compétences

832

Parcours emplois
compétences

EN 2021

Au 31 juillet 2021

1 112

Contrats initiative
emploi Jeunes

JEUNES AIDÉS
EN RÉGION

50

Contrats initiative
emploi Jeunes

Au total, 2 814 bénéficiaires en 2020-2021

Prime à l'embauche des jeunes

EN 2020

2 636
primes à l'embauche

EN 2021

15 231
primes à l'embauche

4000 € d'aide maximum sur un an attribuée pour tout jeune de moins de 26 ans recruté en CDD de plus de 3 mois ou en CDI, cette aide concerne les contrats conclus entre août 2020 et mai 2021.

COHÉSION

PLAN 1 JEUNE, 1 SOLUTION - AIDE EXCEPTIONNELLE À L'APPRENTISSAGE



Une aide exceptionnelle de 5 000 € ou 8 000 € est accordée pour la première année des contrats signés entre juillet 2020 et décembre 2021, selon des conditions d'âge et d'effectif.

SUR 2021

54,73 MILLIONS

d'euros d'aides de l'État en région

EN 2020

8 906 dossiers d'aides exceptionnelles à l'apprentissage ont été validés en Bourgogne-Franche-Comté, en 2021.

AU 03/07/2021

17 238 dossiers ont été validés (depuis le début du dispositif).



La Garantie jeunes est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 ans à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET).

En 2021, les objectifs d'entrée en Garantie jeunes ont été relevés à **7 097 entrées** au lieu de 3 404 (+ 108 %) entrées en 2020.

Les moyens financiers dévolus aux missions locales atteignent en 2021 un total de

9,9 MILLIONS
d'aides aux missions locales



Augmentation par rapport à l'année précédente.

Au 31/07/2021, le nombre de nouvelles entrées en Garantie jeune depuis le 1er janvier, est de

2 707
nouvelles entrées



de la cible régionale



4 281 jeunes accompagnés en Garantie jeunes sur 2020-2021

COHÉSION

PLATEFORME NATIONALE - 1 JEUNE, 1 SOLUTION



Depuis son lancement en juillet 2020, la plateforme nationale : www.1jeune1solution.gouv.fr a permis :



300 000
offres d'emplois

20 000
offres de stages

50 000
offres de jobs d'été

www.1jeune1solution.gouv.fr

3 MILLIONS
de visites

MANON, 20 ANS

Entrée en Garantie Jeunes à la Mission locale d'Héricourt en juin 2020 par le dispositif d'accompagnement renforcé. « J'ai effectué quinze jours de stage pour découvrir le métier de vendeuse, puis un renouvellement de quinze jours afin de valider mon projet professionnel. J'ai signé un contrat d'apprentissage ».

JENNIFER

dirige une boutique de vêtements à Héricourt. Elle accueille Manon pour un stage dans la vente de prêt-à-porter. La Mission locale présente les mesures d'aide du plan #1jeune1solution « Sans ces aides de l'État, je n'aurais jamais pu prendre quelqu'un en apprentissage ».



LA SCIERIE DESCHASEAUX

fondée en 1974, spécialisée dans le sciage et la seconde transformation du bois de chênes locaux : « très peu de jeunes font la démarche de pousser la porte de l'entreprise. » Mais grâce au partenariat avec la Mission locale, plusieurs jeunes ont pu être recrutés et formés par l'entreprise « la passation du savoir faire aux jeunes se fait par les seniors ».

DAVID, 22 ANS

Accompagné par la Mission locale de Luxeuil-les-Bains (70), il a suivi en 2020 une Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC) dans le secteur du bâtiment. Après un stage dans l'entreprise Deschaseaux en Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel, il est recruté en CDI en CIE Jeunes (Contrat initiative emploi) fin 2020.

Les internats d'excellence accompagnent les jeunes de la région, au plus près de leurs besoins éducatifs et pédagogiques.

COLLÈGE NOËL BERRIER DE CORBIGNY - 58

Ré-ouverture après réhabilitation de l'internat, 44 places à la rentrée 2022

Le projet éducatif de l'internat vise à :

- permettre à chacun de **développer des compétences particulières** en fonction de ses projets et goûts, valoriser toutes les formes d'intelligence ;
- prendre en compte la **diversité des élèves** et les spécificités des territoires ruraux ;
- Assurer à chacun un **accès privilégié aux arts et à la culture**, par le biais d'ateliers thématiques au sein du collège.

COLLÈGE PASTEUR DE MONTBARD - 21

24 places d'internat créées, à la rentrée scolaire 2024

Situé en réseau d'éducation prioritaire, ce collège accueillera un internat d'excellence qui, doit permettre :

- D'accueillir une population fragile, **en difficulté scolaire** ;
- D'offrir aux élèves des **conditions de scolarisation optimales** ;
- De leur permettre d'exprimer leur potentiel et de **développer leur ambition scolaire** ;
- D'accroître **l'attractivité de l'établissement**.



Déploiement en 2021 d'un nouveau dispositif co-construit avec les partenaires sociaux, pour faciliter les reconversions professionnelles des salariés.

6,3 MILLIONS
pour les transitions collectives

« Transitions collectives – TRANSCO »

Ce dispositif s'appuie sur le projet de transition professionnelle (PTP). Il a pour objectif de protéger les salariés dont l'emploi est menacé, en leur proposant un cycle maximum de 24 mois de formation.

Cette formation se veut :



Diplômante

formation visant une certification



Efficiente

préparant à des métiers «porteurs»



Sécurisante

maintien de la rémunération au long de ce parcours

L'État finance tout ou partie de la reconversion en fonction de la taille de l'entreprise. Pour cela la DREETS engage en 2021 une subvention de 6 360 860 € pour la rémunération des salariés et les coûts pédagogiques.

Le rôle de TRANSCO est d'identifier des entreprises ayant des métiers fragilisés, des entreprises recrutant sur des métiers porteurs, et de mettre en relation les unes et les autres afin de faire émerger des opportunités de transferts.

Les territoires se sont mobilisés et ont constitué des plateformes territoriales de Transitions Collectives. **En région 6 plateformes ont vu le jour :**

La Plateforme de transition professionnelle du Haut Jura
Saint Claude (39)

La Fabrique Emploi et Territoires
sur la Nièvre (58)

La Plateforme de transitions professionnelle du
Grand Chalon
EPCI Le Grand Chalon (71)



La Plateforme PSA Stellantis
Bassin Sochaux (25/90)

La Plateforme territoriale Nord
Franche-Comté
Aire urbaine Belfort – Montbéliard –
Héricourt – Delle (90)

La Plateforme ATPro
Animation des plateformes
Bourgogne-Franche-Comté pour
partager les bonnes pratiques

COHÉSION

UN SOUTIEN SANS PRÉCÉDENT À L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (1)



Le fonds de développement de l'insertion et le fonds d'accompagnement à la transformation des entreprises adaptées soutiennent des structures qui renforcent la place des personnes en situation de handicap en entreprise.



SOUTIEN AUX PROJETS CRÉATEURS à court terme d'emplois inclusifs dans les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) à préparer l'employabilité et les compétences des personnes en difficulté d'accès sur le marché du travail.

EN 2020

FONDS DÉPARTEMENTAL D'INSERTION (FDI)

1220 personnes en parcours d'insertion

5 724 167 €

135 projets soutenus

FONDS D'ACCOMPAGNEMENT À LA TRANSFORMATION DES ENTREPRISES ADAPTÉES

343 personnes en parcours d'insertion

53 projets soutenus

4 653 787 €





EN 2021

FONDS DÉPARTEMENTAL D'INSERTION (FDI)

88 projets déposés au niveau régional

FONDS D'ACCOMPAGNEMENT À LA TRANSFORMATION DES ENTREPRISES ADAPTÉES

L'appel à projets 2021 est ouvert jusqu'au 1er octobre 2021

Recyclerie REBON à Maîche, Haut Doubs (25) :

Création en 2020 d'une recyclerie pour la collecte, la valorisation/customisation et la vente d'objets en zone rurale sans offre d'insertion par l'activité économique (IAE).

Association « La Ferme de Barboulotte » Auxois-Morvan (21) :

Création en 2021 : atelier en chantier d'insertion (ACI) pour la culture et transformation de légumes, autour de l'économie circulaire et résiliente .



Recyclerie REBON à Maîche
Haut Doubs, 25

2,14 M€ en Bourgogne-Franche-Comté, un plan sans précédent pour soutenir les associations qui luttent contre la pauvreté, des projets innovants et des solutions opérationnelles ont été financés.

3 thématiques prioritaires sont ciblées :

ALIMENTATION ET HYGIÈNE :

la lutte contre la précarité alimentaire, et l'accès aux biens essentiels

ACCÈS AUX DROITS :

l'accès aux droits, particulièrement à travers l'accès aux soins et les actions de protection de la santé mentale.

INSERTION :

la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle, notamment en termes de mobilité, de garde d'enfants, de logement.



L'association « La Pagode » porte l'objectif de lutter contre la marginalisation, ce qui implique d'aller à la rencontre des plus précaires, qui manquent de moyens et d'informations pour faire valoir leurs droits.



PROJET « EN ROUTE POUR L'ACCÈS AUX DROITS DANS LE 58 »

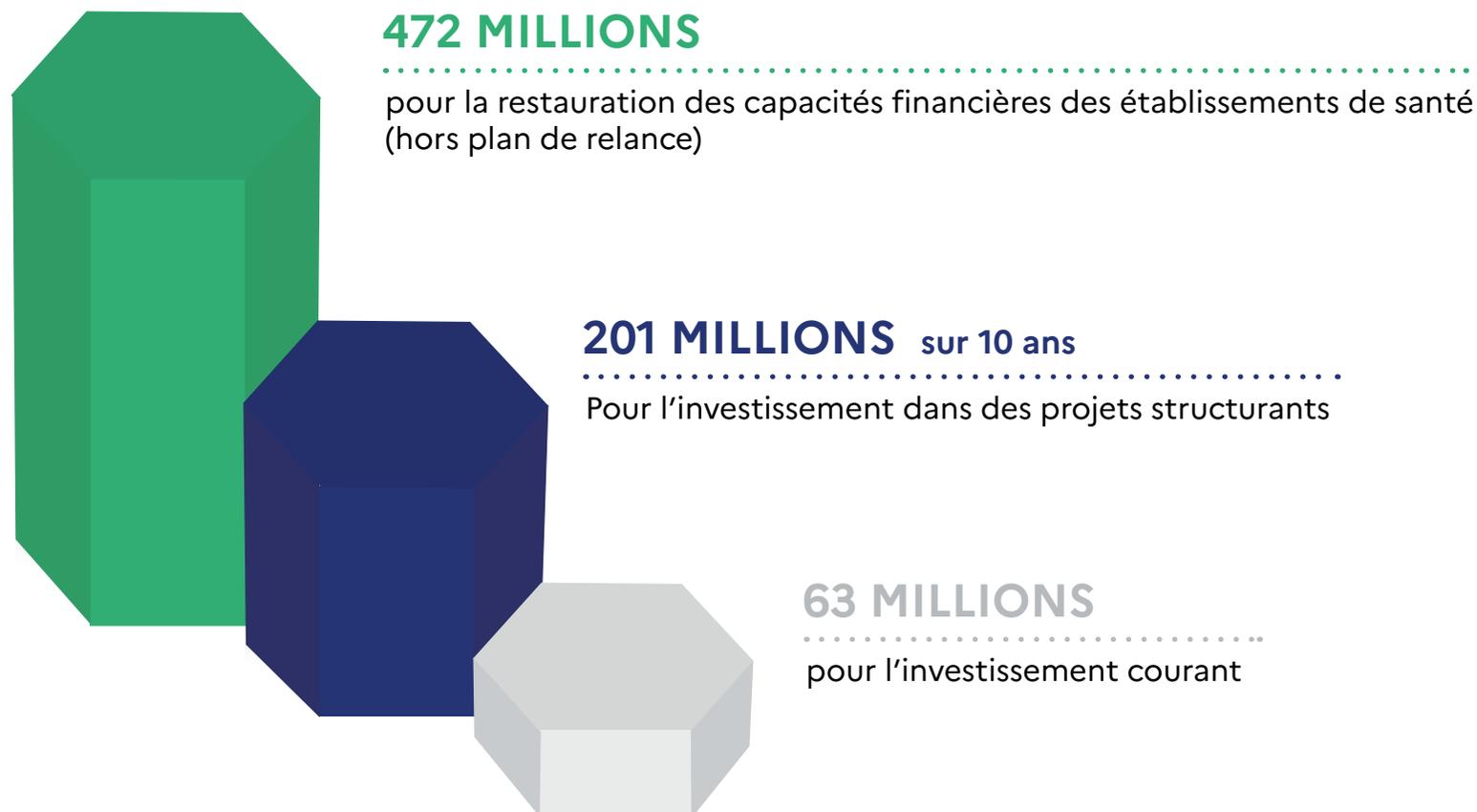
NIÈVRE

Permanences itinérantes dans tout le département à l'aide d'un « camion d'accès aux droits », dans lequel des produits de première nécessité sont fournis.

58 000 €

Camille Chaurand, directrice de Pagode : « Par ce projet, nous souhaitons renforcer notre action pour le public en situation de précarité qui ne va pas forcément vers les institutions et/ou ne fait pas valoir ses droits sociaux. Notre volonté est de pouvoir répondre aux besoins de l'ensemble du territoire de la Nièvre ».

737 M€ dans le cadre du Ségur de la Santé pour la région, en soutien aux établissements de santé et établissements médico-sociaux dans les territoires



Améliorer le fonctionnement des services de santé dans le cadre du **plan « Investir pour l'hôpital »**, **22 M€ en 2021**.

9 M€ seront mobilisés afin de réduire les inégalités de santé dans les départements les plus touchés par les difficultés d'accès aux soins (Nièvre, Haute-Saône, Yonne).

47 M€ au niveau national, pour l'opération « 1000 restaurants » et les hébergements touristiques

Le Fonds tourisme durable a pour ambition d'accélérer la transition écologique des hôteliers et des restaurateurs installés dans les territoires peu denses.



5 structures d'accompagnement vont réaliser le diagnostic de près de 90 établissements de restauration et d'hôtellerie dans la région, un accompagnement est également possible par Logis Hôtel et Gîte de France :

CÔTE D'OR TOURISME (21) | CCI DU DOUBS (25) | CONSORTIUM
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DU JURA | CCI DU JURA (39) |
NIÈVRE ATTRACTIVE (58)

CE FONDS PORTÉ PAR L'ADEME, PROPOSE :

UN ACCOMPAGNEMENT GRATUIT pour réaliser un diagnostic et une évaluation des besoins de la structure

L'élaboration conjointe de PLANS D'ACTION

DES AIDES À L'INVESTISSEMENT, matériel, à la formation ou à la réalisation d'étude en fonction de la typologie de l'établissement afin de mettre en œuvre le plan d'action.



2 M€ au niveau national, pour mettre en valeur les mobilités douces, l'authenticité des terroirs, les saveurs gastronomiques, les paysages variés.

LES PRINCIPES DU SLOW TOURISME :

- 1 FAVORISER L'EXPÉRIENCE DU TOURISTE** en s'appuyant sur les principes de sobriété et d'efficacité énergétique pour limiter les impacts environnementaux.
- 2 Porter attention à la GESTION DU TEMPS**
- 3 Avoir recours AUX MOBILITÉS ALTERNATIVES ET/OU AUX MOBILITÉS ACTIVES**
- 4 IMPLIQUER L'ENSEMBLE DES ACTEURS** de la filière touristique dans la protection et la valorisation des patrimoines naturels et culturels.



2ème vague de l'appel à projet:
ouvert jusqu'au 1er octobre 2021

Plan commerces de proximité, dispositifs de relance pour les commerces et foncières commerciales

La Banque des Territoires déploie dans le plan France relance plusieurs dispositifs pour soutenir l'économie de proximité, notamment en accompagnant la transformation numérique des petites entreprises.



Dans le contexte des restrictions sanitaires, l'objectif est de permettre à tous les commerçants, artisans, restaurateurs **DE DÉVELOPPER UNE ACTIVITÉ EN LIGNE**, afin de maintenir, voire développer leur activité.

300 MILLIONS
de la Banque des territoires

Structuration de **100** foncières de redynamisation
Restructuration de **6 000** commerces
et locaux d'activité sur 5 ans



LES ENJEUX SONT :

SOUTENIR LES TERRITOIRES

les cœurs de ville, les quartiers politiques de la ville, les secteurs ruraux.

FACILITER

les transformations structurelles (notamment foncières) au bénéfice des activités commerciales dans la ville ou le village



ACCOMPAGNER

les formats commerciaux émergents

ACCÉLÉRER

la transformation digitale des activités de commerce pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs et usagers

Bénéficiaires : Villes lauréates des programmes Petites Villes de Demain ou Action Cœur de Ville, et dans le cadre d'un mandat confié par l'État pour les autres villes de 3 500 à 150 000 habitants.



PLAN DE COMMERCE DE PROXIMITÉ

L'appel à projets 2021 est ouvert jusqu'au 31 octobre 2021

- Cofinancement d'un poste de manager de commerce
- Cofinancement d'une solution numérique pour le commerce
- ingénierie numérique pour le commerce

89 demandes
recensées en région

22 demandes
Communes
Action Cœur de Ville

61 demandes
EPCI ou communes
Petites Villes de Demain

6 demandes
communes ou EPCI relevant
du mandat



40 aides
au 30 juillet 2021 en région

19

aides accordées

Communes
Action Cœur de Ville

20

aides accordées

EPCI ou communes
Petites Villes de Demain

1

aides accordées

communes ou EPCI relevant
du mandat

PORTRAITS DE LA RELANCE :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DE LOIRE (58)

Première intercommunalité de la Nièvre à avoir mis en place une plateforme de marché local « **Achetezencoœurde Loire** » permettant aux commerçants, artisans, prestataires de service du territoire de disposer d'une vitrine en ligne et d'animer une e-boutique.

Banque des territoires

20 000 €

COMMUNE DE COSNE-COURS-SUR-LOIRE (58)

financée par le programme « Action cœur de ville », pour expertiser la résilience du commerce à la crise actuelle et d'un diagnostic d'urbanisme commercial ainsi que le cofinancement pendant deux ans d'un poste de manager de commerce.

40 000 €



Cosne-Cours-sur-Loire
Nièvre, 58



Le transport fluvial joue un rôle important pour accélérer la transition écologique par l'essor de ce mode de transport bas carbone. Portés par Voies Navigables de France, le développement et la modernisation des infrastructures fluviales sont ainsi essentiels pour réussir ce défi.

LES CRÉDITS ALLOUÉS PERMETTENT DE :

- concourir à l'aménagement durable des territoires pour le développement d'activités autour des canaux et rivières,
- optimiser la gestion de la ressource en eau et de la biodiversité dans le cadre du changement climatique,
- Améliorer l'offre de service et la logistique.



EXEMPLES DES OPÉRATIONS EN COURS



Écluse de Montureux
HAUTE-SAÔNE, 70

150 000 €



Digue et tranchée de Chagny
SAÔNE ET LOIRE, 71

2 millions €



Portes d'écluses et organes de
gestion hydraulique

350 000 €



Digues de Choisey, Osselle, Roche
Beaupré DOUBS, 25

2 millions €



barrages à aiguilles
CANAL NIVERNAIS, 58

620 000 €



En plus de l'enveloppe dédiée à la rénovation thermique des bâtiments des collectivités territoriales, 244 projets soutenus pour 43,6 M€ de soutien de l'état dans le cadre de la DSIL exceptionnelle en 2020 et 2021

Les principaux projets financés ont porté sur :

- LE RÉAMÉNAGEMENT de groupes scolaires
- LA CRÉATION DE MAISONS de santé pluridisciplinaires
- LES TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ des bâtiments publics aux personnes en situation de handicap
- L'AMÉNAGEMENT DE LOGEMENTS communaux
- L'AMÉNAGEMENT D'AIRES DE COVOITURAGE et de pistes cyclables.

MAISONS DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE :

Maison de santé pluri-professionnelle et universitaire à Thorey-en-Plaine, **CÔTE-D'OR (21)**

1,1 M€

Création d'une maison des soignants à Morteau, **DOUBS (25)**

137 000 €

Maison de santé à Goux-les-Usiers, **DOUBS (25)**

192 000 €



Ancien presbytère de Goux-les-Usiers une réhabilitation en maison de santé Doubs,25

COHÉSION

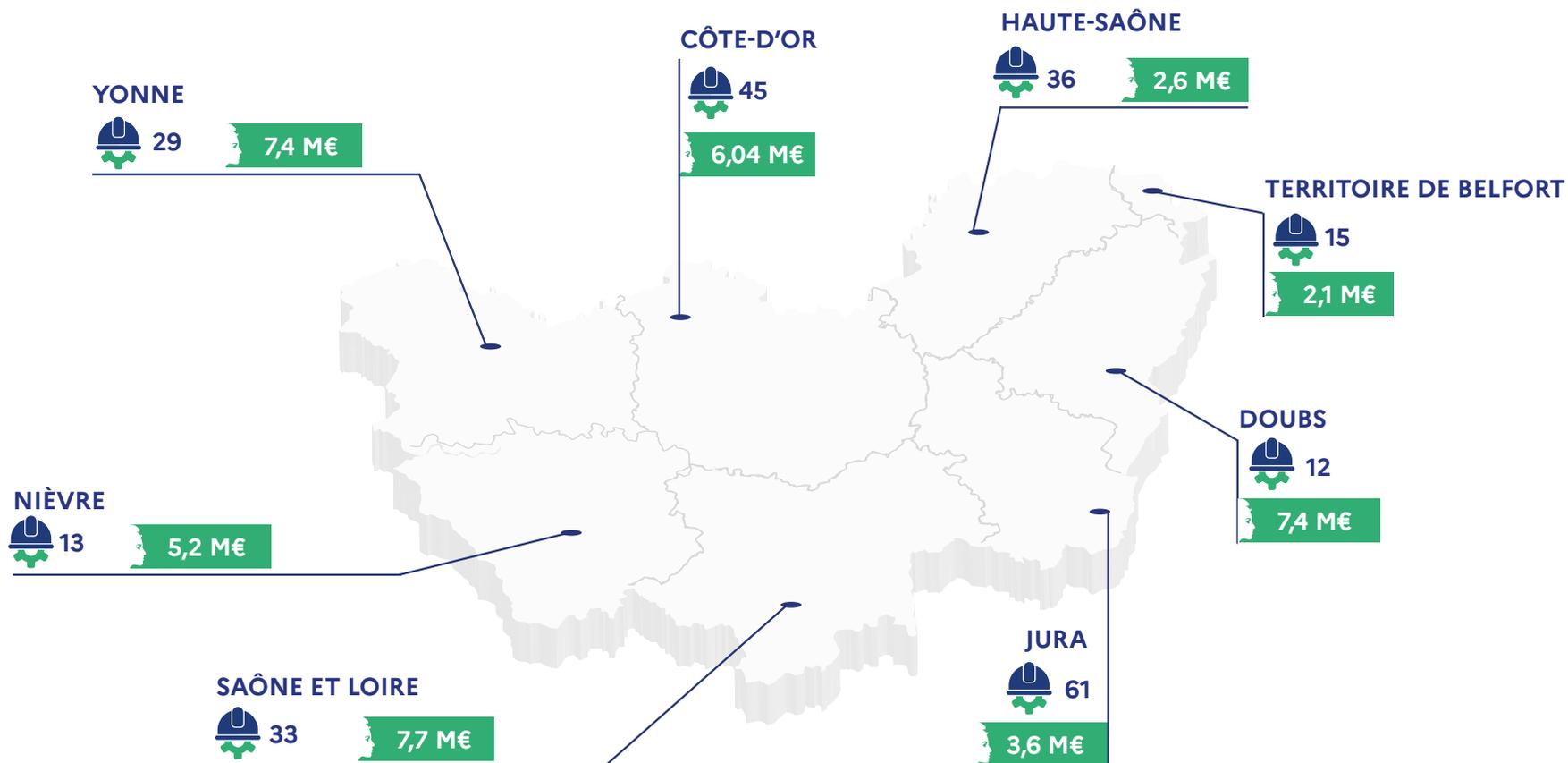
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SOUTIEN EXCEPTIONNEL AUX INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN 2020-2021



Nombre de projets



Subventions





Soutien au développement de tiers-lieux, à travers le financement des «Fabriques de territoires» : centre de ressources pour des tiers-lieux qui propose de nouveaux services aux habitants (numérique, culture, ateliers de fabrication, économie circulaire, innovation).

75 000 à 150 000 €
par an pendant 3 ans



**15 Fabriques
de territoires**
labellisées en région

Dont 3 Fabriques numériques de territoires

pour lutter contre la fracture numérique
et accompagner les habitants

Quelques exemples en Bourgogne-Franche-Comté :

Le Centre numérique de Dijon QUARTIERS GRÉSILLES- 21



Accompagner les personnes les plus éloignées du numérique, développer des modules courts de médiation numérique pour les salariés des associations.

Clus'Ter-Jura

CONLIÈGE - 39



Objectif de produire, dans un intérêt collectif, des biens ou des services ayant un caractère d'utilité sociale au profit d'un territoire ou d'un secteur d'activité.

La Californie

TOUCY - 89



Lieu ressource sur l'économie circulaire. Le projet comprend deux magasins solidaires, un atelier vélo, un comptoir numérique, un atelier de revalorisation des matériaux

Station ESS

NEVERS - 58



Développer la culture de l'Economie Sociale et Solidaire en changeant les façons de travailler, en multipliant les synergies.

Le déploiement des conseillers numériques, dispositif piloté par l'ANCT, vise à combler le déficit constaté de professionnels de l'accompagnement au numérique en France.

Trois thématiques d'accompagnement par les conseillers numériques:



SOUTENIR LES FRANÇAIS DANS LEURS USAGES DU NUMÉRIQUE ET LES SENSIBILISER À SES ENJEUX



FAVORISER DES USAGES CITOYENS ET CRITIQUES



PERMETTRE LA RÉALISATION DE DEMARCHES ADMINISTRATIVES DE MANIÈRE AUTONOME

FOCUS



Les conseillers numériques en région

- **8 M€ de budget**
- **207 demandes** des recrutements par des structures publiques et privées, dont :
- **5 conseillers** numériques recrutés et installés et 47 en cours de formation



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Retrouvez l'ensemble des mesures du plan de relance

planderelance.gouv.fr

OU SUR

www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte